

L'odieuse tyrannie imposée au monde

Fidel CASTRO

«Considérer les sans-papiers comme des terroristes permet à la police de tirer sur des gens rien que pour la couleur de leur peau, pour leur accoutrement, pour ce qu'ils ont à la main, voire pour leur manière de marcher».



Notre époque se caractérise par un fait sans précédent : que l'impérialisme menace la survie de l'espèce humaine.

Cette douloureuse réalité ne devrait surprendre personne. On la voyait s'imposer ces dernières décennies à un rythme accéléré et difficile à

imaginer.

Cela veut-il dire que la responsabilité de cette menace ou de son essor incombe à Obama ? Non. Cela prouve tout simplement qu'il ignore la réalité et qu'il ne veut pas se colleter avec et qu'il ne pourrait pas. Il rêve bien plutôt des choses irréelles dans un monde irréel. « Des idées sans paroles, des paroles privées de sens », comme l'a dit un brillant poète.

Bien que l'écrivain étasunien Gay Talese, considéré l'un des principaux représentants du nouveau journalisme, ait assuré le 5 mai, selon une agence de presse européenne, que Barack Obama incarnait la meilleure histoire des USA au siècle dernier, ce qu'on pourrait admettre sous certains aspects, cela ne modifie en rien la réalité objective de la destinée humaine.

Des faits comme le désastre écologique survenu dans le golfe du Mexique, prouvent combien les gouvernements ne peuvent pas grand-chose contre ceux qui contrôlent le capital et qui, aux USA comme en Europe, décident des destinées des peuples à travers l'économie de notre planète mondialisée. Je n'en veux pour exemple que les mesures adoptées par le Congrès étasunien et qui ont été publiées par les organes de presse les plus influents de ce pays et d'Europe, et que je cite selon Internet, sans en changer un mot.

« Radio et TV Martí mentent en diffusant des informations infondées, reconnaît un rapport de la commission des Relations extérieures du Sénat étasunien, qui recommande de retirer définitivement les deux stations de Miami et de les installer à Washington afin qu'elles fassent «pleinement» partie de l'appareil de propagande de la Voix des Amériques.

« Non contentes de duper le public [...], les deux émetteurs recourent à «un langage offensif et incendiaire» qui les disqualifie.

« Dix-huit ans après, Radio et TV Martí ne sont toujours pas parvenues «à pénétrer d'une manière sensible la société cubaine ou à influencer le gouvernement cubain.

« Le rapport divulgué ce lundi recommande de fusionner l'Office de transmissions pour Cuba (OCB) et la Voix des Amériques, la radio de propagande officielle de gouvernement étasunien.

« Des problèmes concernant le respect des règles journalistiques traditionnelles, une audience minuscule, les interférences radio du gouvernement cubain et des allégations de népotisme et de copinage ont touché le programme dès le début», reconnaît la commission présidée par le sénateur démocrate John Kerry.

« La commission recommande de faire sortir d'urgence les deux stations de Marti, et souligne qu'il faut engager les personnels d'une manière plus équilibrée afin d'assurer un «produit» dépolitisé et professionnel, » jugent les sénateurs.

Le rapport Kerry fait allusion à Alberto Mascaró, neveu de la femme de Pedro Roig, directeur général de Radio et de TV Martí, qui a été embauché, par ses liens de parenté, comme directeur du service latino-américain de la Voix des Amériques.

Le rapport signale en détail comment, en février 2007, l'ancien directeur de la programmation de TV Martí, «de concert avec un parent d'un membre du Congrès», se sont reconnus coupables devant une cour fédérale d'avoir touché près de 112 000 dollars de commissions illégales de la part d'un entrepreneur de l'OCB. L'ancien employé de l'OCB a été condamné à vingt-sept mois de prison et à une amende de 5000 dollars pour avoir accaparé «la moitié de l'argent payé par TV Martí à la société de production de programmes Perfect Image». »

Jusqu'ici, l'article de Jean-Guy Allard publié sur le site web de Telesur.

Un article de Paul Drain et Michele Barry, professeurs à l'université de Stanford (Californie), repris dans le site Internet Rebelión, informe :

« Le blocus commercial des USA contre Cuba, mis en place depuis que la révolution de Fidel Castro a renversé le régime Batista, date en 2010 de cinquante ans. Son objectif explicite est d'aider le peuple cubain à atteindre la démocratie, mais un rapport du Sénat étasunien de 2009 a conclu que «le blocus unilatéral contre Cuba a fait fiasco».

« Malgré les blocus, Cuba peut afficher des acquis sanitaires meilleurs que la majorité des pays latino-américains, comparables à ceux de la plupart des pays développés. Cuba possède l'espérance de vie la plus élevée (78,6 ans), le pourcentage le plus élevé de médecins par habitant (59 pour 10 000), les taux les plus bas de mortalité infantile dans l'année (5 pour 1 000 naissances vivantes) et de mortalité infantile jusqu'à cinq ans (7 pour 1 000 naissances vivantes) des trente-trois pays latino-américains et caribéens.

« En 2006, le gouvernement cubain a alloué environ 355 dollars par habitant à la santé. [...] Le coût sanitaire annuel alloué à un Etasunien cette même année a été de 6714 dollars. [...] Cuba a aussi destiné moins de fonds à la santé que la plupart des pays européens. Mais les faibles coûts des soins sanitaires n'expliquent pas les succès de Cuba, qu'on pourrait attribuer au fait que l'accent est mis surtout sur la prévention des maladies et sur les soins de santé primaires que l'île a cultivés sous blocus commercial étasunien.

« Cuba possède un des systèmes de soins de santé primaires préventifs les plus de pointe au monde. En éduquant la population à la prévention des maladies et à la promotion de la santé, les Cubains dépendent moins des produits médicaux pour rester en bonne santé. C'est le contraire des USA qui dépendent énormément de prescriptions médicales et technologiques pour maintenir leur population en bonne santé, mais à un coût économique très élevé.

« Cuba possède les taux les plus élevés au monde de vaccination et d'accouchements faits par des travailleurs sanitaires experts. Les soins dispensés dans les consultations du médecin de la communauté, dans les polycliniques et dans les grands hôpitaux régionaux et nationaux sont gratuits pour tous les patients...

« En mars 2010, le Congrès étasunien a présenté un projet de loi visant à renforcer les systèmes sanitaires et à amplifier l'envoi de travailleurs sanitaires experts dans des pays en développement. [...] Cuba continue aussi d'envoyer des médecins dans certains des pays les plus pauvres de la planète, cette pratique ayant débuté en 1961.

« Sur le front intérieur, compte tenu de la récente impulsion à une réforme sanitaire, il existe aux USA des occasions d'apprendre de Cuba des leçons valides sur la façon de développer un système sanitaire vraiment universel qui mette l'accent sur les soins de santé primaires. L'adoption de certaines des politiques sanitaires les mieux réussies de Cuba pourrait être un premier pas vers une normalisation des relations. Le Congrès pourrait charger l'Institut de médecine d'étudier les succès du système de santé cubain et la manière d'ouvrir une nouvelle époque de coopération entre les scientifiques étasuniens et cubains. »

De son côté, le portail de nouvelles Tribuna Latina a publié récemment un article sur la nouvelle Loi d'immigration en Arizona :

« Selon un sondage publié par la chaîne CBS et le journal The New York Times, 51 p. 100 des interviewés jugent que la loi est l'approche adéquate en matière d'immigration, et 9 p. 100 estiment qu'il faudrait aller encore plus loin sur ce plan, tandis que 36 p. 100 sont d'avis que l'Arizona est «allé trop loin».

« ...deux républicains sur trois soutiennent la mesure [...], mais seulement 38 p. 100 des démocrates.

« Par ailleurs, la moitié reconnaît qu'il est «très probable» que, par suite de cette norme, des «personnes de groupes raciaux ou ethniques donnés seront arrêtées plus fréquemment que d'autres» et 78 p. 100 estiment que cela représentera une charge supplémentaire pour la police.

« De même, 70 p. 100 considèrent probable que, du fait de cette mesure, la quantité de résidents illégaux et l'arrivée de nouveaux immigrants diminueront. »

Vicky Peláez, journaliste d'Argenpress, a publié le jeudi 6 mai 2010 un article intitulé « Arizona : un indigent prétentieux », qui commence par évoquer une phrase de Franklin D. Roosevelt : « Rappelle-toi, rappelle-toi toujours que nous sommes tous descendants d'immigrants et de révolutionnaires. »

C'est un article si bien élaboré que je ne veux pas conclure ces Réflexions sans le citer :

« Les foules qui ont marché ce 1er mai pour rejeter la néfaste loi anti-immigrants voté en Arizona ont ébranlé tous les USA. Parallèlement, des milliers d'États-Uniens, hommes politiques, juristes, artistes, organisations civiles, ont exigé que le gouvernement déclare inconstitutionnelle cette loi SB1070 qui a des ressemblances avec des lois de l'Allemagne nazie ou de l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid.

« Malgré les fortes pressions qui s'exercent contre cette loi néfaste, les autorités de cet État et 70 p.100 de ses habitants se nient à accepter la gravité de la situation qu'ils ont provoqués en voulant rendre les sans-papiers coupables de la sévère crise économique qu'il traverse. Tout en demandant de l'argent à Barack Obama pour payer quinze mille agents de police, ils radicalisent leur politique raciste. La gouverneure Jan Brewer a déclaré que «l'immigration illégale entraînait l'élévation de la criminalité et faisait surgir le terrorisme dans l'État».

« Considérer les sans-papiers comme des terroristes permet à la police de tirer sur des gens rien que pour la couleur de leur peau, pour leur accoutrement, pour ce qu'ils ont à la main, voire pour leur manière de marcher. La loi portera aussi préjudice sans aucun doute aux 280 000 États-Uniens nés dans le pays qui vivent marginalisés et dans une pauvreté extrême à l'instar d'autres minorités, en plus des Latinos qui ont trouvé un refuge et du travail dans cette zone aride des USA.

« Suivant le républicain Pat Buchanan qui affirme : «Les États-Unis doivent renforcer leur croisade pour se libérer des hordes barbares d'étrangers affamés et porteurs de maladies exotiques», la gouverneure Brewer, après s'en être pris aux sans-papiers journaliers, bâtisseurs, domestiques, jardiniers, nettoyeurs, a tourné ses batteries contre les instituteurs d'origine hispanique.

« Selon ce nouveau décret, les instituteurs ayant un accent prononcé ne pourront pas faire classe. Mais cette croisade ne conclut pas là, car l'«épuration ethnique» a été toujours accompagnée de tous temps par l'idéologie. Désormais, les «études et projets ethniques» sont interdits dans les écoles. L'enseignement de thèmes qui pourraient provoquer du ressentiment envers une race ou une classe sociale est également prohibé. Ceci implique la politisation de la connaissance, la conversion des mythes créés par le système étasunien en réalité. Cela veut dire aussi bannir les penseurs les plus respectés des USA, comme Alexis de Tocqueville qui disait en 1835 que «l'endroit où un Anglo-américain pose sa botte reste à lui à jamais. La province du Texas appartient encore aux Mexicains, mais il n'y aura bien plutôt aucun Mexicain. Et cela arrivera partout. »

« La seule conscience des racistes est la haine, et la seule arme pour la vaincre est la solidarité des hommes. Cet État a déjà été vaincu quand, ayant refusé de considérer comme férié le jour de Martin Luther King, le boycott fut solide et massif. »

Le 7 mai 2010.

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/L-ODIEUSE-TYRANNIE-IMPOSEE-AU-MONDE.html>